COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

AFFAIRE DE LA FRONTIÈRE TERRESTRE ET MARITIME ENTRE LE CAMEROUN ET LE NIGÉRIA

(CAMEROUN c. NIGÉRIA)

ORDONNANCE DU 30 JUIN 1999

1999

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

CASE CONCERNING THE LAND AND MARITIME BOUNDARY BETWEEN CAMEROON AND NIGERIA

(CAMEROON *v.* NIGERIA)

ORDER OF 30 JUNE 1999

Mode officiel de citation :

Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria, ordonnance du 30 juin 1999, C.I.J. Recueil 1999, p. 983

Official citation :

Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria, Order of 30 June 1999, I.C.J. Reports 1999, p. 983

ISSN 0074-4441
ISBN 92-1-070809-1

N° de vente :
Sales number **740**

30 JUIN 1999

ORDONNANCE

FRONTIÈRE TERRESTRE ET MARITIME
ENTRE LE CAMEROUN ET LE NIGERIA

(CAMEROUN c. NIGÉRIA)

LAND AND MARITIME BOUNDARY
BETWEEN CAMEROON AND NIGERIA

(CAMEROON v. NIGERIA)

30 JUNE 1999

ORDER

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNÉE 1999

1999
30 juin
Rôle général
n° 94

30 juin 1999

AFFAIRE DE LA FRONTIÈRE TERRESTRE ET MARITIME ENTRE LE CAMEROUN ET LE NIGÉRIA

(CAMEROUN c. NIGÉRIA)

ORDONNANCE

Présents : M. SCHWEBEL, *président* ; M. WEERAMANTRY, *vice-président* ; MM. ODA, BEDJAOUI, GUILLAUME, RANJEVA, HERCZEGH, SHI, FLEISCHHAUER, KOROMA, VERESHCHETIN, Mme HIGGINS, MM. PARRA-ARANGUREN, KOOIJMANS, REZEK, *juges* ; M. AJIBOLA, *juge ad hoc* ; M. ARNALDEZ, *greffier adjoint*.

La Cour internationale de Justice,

Ainsi composée,

Après délibéré en chambre du conseil,

Vu l'article 48 du Statut de la Cour et les articles 31, 44, 45 et 80 de son Règlement,

Vu la requête enregistrée au Greffe de la Cour le 29 mars 1994, par laquelle la République du Cameroun a introduit une instance contre la République fédérale du Nigéria au sujet d'un différend présenté comme «port[ant] essentiellement sur la question de la souveraineté sur la presqu'île de Bakassi» et a prié la Cour de «bien vouloir déterminer le tracé de la frontière maritime entre les deux Etats au-delà de celui qui avait été fixé en 1975»,

Vu la requête additionnelle enregistrée au Greffe le 6 juin 1994, par

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

YEAR 1999

30 June 1999

1999
30 June
General List
No. 94

CASE CONCERNING THE LAND AND MARITIME BOUNDARY BETWEEN CAMEROON AND NIGERIA

(CAMEROON v. NIGERIA)

ORDER

Present: *President* SCHWEBEL; *Vice-President* WEERAMANTRY; *Judges* ODA, BEDJAOUI, GUILLAUME, RANJEVA, HERCZEGH, SHI, FLEISCHHAUER, KOROMA, VERESHCHETIN, HIGGINS, PARRA-ARANGUREN, KOOIJMANS, REZEK; *Judge* ad hoc AJIBOLA; *Deputy-Registrar* ARNALDEZ.

The International Court of Justice,

Composed as above,

After deliberation,

Having regard to Article 48 of the Statute of the Court and to Articles 31, 44, 45 and 80 of the Rules of Court,

Having regard to the Application filed by the Republic of Cameroon in the Registry of the Court on 29 March 1994 instituting proceedings against the Federal Republic of Nigeria in respect of a dispute described as "relat[ing] essentially to the question of sovereignty over the Bakassi Peninsula", in which the Court was also requested "to determine the course of the maritime boundary between the two States beyond the line fixed in 1975",

Having regard to the Additional Application filed by Cameroon in the

laquelle le Cameroun a entendu élargir l'objet du différend à un autre différend décrit comme «port[ant] essentiellement sur la question de la souveraineté sur une partie du territoire camerounais dans la zone du lac Tchad» et a prié la Cour de joindre les deux requêtes et «d'examiner l'ensemble en une seule et même instance»,

Vu l'ordonnance en date du 16 juin 1994, par laquelle la Cour, constatant que le Nigéria ne voyait pas d'objection à ce que la requête additionnelle soit traitée comme un amendement à la requête initiale, de sorte que la Cour puisse examiner l'ensemble en une seule et même instance, a indiqué qu'elle ne voyait pas elle-même d'objection à ce qu'il soit ainsi procédé et a fixé au 16 mars 1995 et au 18 décembre 1995 les dates d'expiration des délais pour le dépôt, respectivement, du mémoire du Cameroun et du contre-mémoire du Nigéria,

Vu le mémoire déposé par le Cameroun et les exceptions préliminaires présentées par le Nigéria dans les délais ainsi fixés,

Vu la demande en indication de mesures conservatoires soumise par le Cameroun le 12 février 1996 et l'ordonnance rendue par la Cour le 15 mars 1996, aux termes de laquelle elle a indiqué certaines mesures conservatoires à l'adresse des deux Parties,

Vu l'arrêt du 11 juin 1998, par lequel la Cour a statué sur les exceptions préliminaires soulevées par le Nigéria,

Vu l'ordonnance du 30 juin 1998, par laquelle la Cour a fixé au 31 mars 1999 la date d'expiration du nouveau délai pour le dépôt du contre-mémoire du Nigéria, et l'ordonnance du 3 mars 1999, par laquelle elle a reporté cette date au 31 mai 1999,

Vu le contre-mémoire déposé par le Nigéria dans le délai ainsi prorogé;

Considérant que, dans l'introduction à son contre-mémoire, le Gouvernement nigérian indique que celui-ci «contient [des] demandes reconventionnelles», considérant que, au chapitre 25 de son contre-mémoire, intitulé «éléments des demandes reconventionnelles du Nigéria», ledit gouvernement expose que

> «[d]ans sa requête, sa requête additionnelle et son mémoire, le Cameroun cite des «incidents» divers ... survenus le long de la frontière ... et, ... pour certains d'entre eux, soulève ... la question de la responsabilité internationale du Nigéria»,

qu'il explique comme suit les motifs qui l'ont amené à formuler des demandes reconventionnelles:

> «Cela étant, les parties sont et doivent être dans une situation d'égalité devant la Cour, à tous égards, et, comme cela sera démontré, il est de nombreux cas dans lesquels des incursions venant du côté camerounais se produisent le long de la frontière, et pour lesquels le Cameroun porte une responsabilité internationale. C'est pourquoi, le Cameroun

Registry on 6 June 1994 with a view to extending the subject of the dispute to a further dispute described as "relat[ing] essentially to the question of sovereignty over a part of the territory of Cameroon in the area of Lake Chad", in which Cameroon also requested the Court to join the two Applications and "to examine the whole in a single case",

Having regard to the Order of 16 June 1994, by which the Court, noting that Nigeria had no objection to the Additional Application being treated as an amendment to the initial Application, so that the Court could deal with the whole in a single case, indicated that it had no objection itself to such a procedure and fixed 16 March 1995 and 18 December 1995 as the time-limits for the filing, respectively, of the Memorial of Cameroon and the Counter-Memorial of Nigeria,

Having regard to the Memorial filed by Cameroon and the preliminary objections submitted by Nigeria, within the time-limits thus fixed,

Having regard to the request for the indication of provisional measures submitted by Cameroon on 12 February 1996, and to the Order made by the Court on 15 March 1996 whereby it indicated certain provisional measures addressed to both Parties,

Having regard to the Judgment of 11 June 1998 whereby the Court ruled on the preliminary objections raised by Nigeria,

Having regard to the Order of 30 June 1998 whereby the Court fixed 31 March 1999 as the new time-limit for the filing of the Counter-Memorial of Nigeria and to the Order of 3 March 1999 whereby it extended that time-limit to 31 May 1999,

Having regard to the Counter-Memorial filed by Nigeria within the time-limit thus extended;

Whereas the Nigerian Government states in the introduction to its Counter-Memorial that the latter "includes counter-claims"; whereas in Chapter 25 of its Counter-Memorial, entitled "Particulars of the Nigerian Counter-Claims", the said Government contends that

> "[i]n its Application, Additional Application and Memorial, Cameroon cited [a] . . . variety of 'incidents' along the border and, . . . with respect to some of these, it has . . . brought in issue the international responsibility of Nigeria";

whereas it explains in the following terms the reasons which impelled it to make counter-claims:

> "However, the parties are and must be in a position of equality before the Court in all respects, and as will be demonstrated, there are many cases in which incursions are occurring along the border from the Cameroon side and for which Cameroon is internationally responsible. Therefore, Cameroon having advanced its State

ayant avancé ses demandes au titre d'une responsabilité internationale, le Nigéria fait valoir les demandes reconventionnelles ci-après.

Conformément aux dispositions de l'article 80 du Règlement, le Nigéria présente donc des demandes reconventionnelles en ce qui concerne les questions énoncées ci-dessous»;

et qu'au terme de chaque section afférente à un secteur particulier de la frontière, il prie la Cour de déclarer que les incidents rapportés

«engagent la responsabilité internationale du Cameroun et donnent lieu à une indemnisation sous forme de dommages et intérêts qui, à défaut d'accord entre les parties, devront être fixés par la Cour, lors d'une phase ultérieure de l'affaire»;

et considérant que la septième et dernière conclusion énoncée par le Gouvernement nigérian dans son contre-mémoire est ainsi libellée:

«*quant aux demandes reconventionnelles du Nigéria telles que précisées dans la cinquième partie du présent contre-mémoire*, [la Cour est priée] de dire et juger que le Cameroun est responsable envers le Nigéria du chef de ces demandes, le montant de la réparation due à ce titre devant être déterminée par la Cour dans un nouvel arrêt si un accord n'intervient pas entre les parties dans les six mois suivant la date du prononcé de l'arrêt de la Cour»;

Considérant que, le contre-mémoire du Nigéria ayant été dûment transmis au Gouvernement du Cameroun, celui-ci n'a pas fait objection à la présentation des demandes reconventionnelles;

Considérant que la conclusion n° 7 du contre-mémoire du Nigéria exprime des demandes cherchant à obtenir, au-delà du rejet des demandes du Cameroun, l'établissement d'une responsabilité de celui-ci et des réparations à ce titre; et que de telles demandes constituent des «demandes reconventionnelles» au sens de l'article 80 du Règlement;

Considérant que la Cour est d'avis que les demandes reconventionnelles du Nigéria satisfont à la condition de compétence posée au paragraphe 1 de l'article 80 du Règlement de la Cour;

Considérant que les demandes reconventionnelles du Nigéria ont été «présentée[s] dans le contre-mémoire de la partie dont elle[s] émane[nt] et figure[nt] parmi ses conclusions», conformément au paragraphe 2 de l'article 80 du Règlement; considérant que lesdites demandes reposent sur des faits de même nature que les demandes correspondantes du Cameroun, et que ces faits sont réputés avoir tous eu lieu le long de la frontière entre les deux Etats; que les demandes considérées, formulées par chacune des Parties, poursuivent le même but juridique, à savoir l'établissement d'une responsabilité juridique et la détermination de la réparation due à ce titre; et que les demandes reconventionnelles du Nigéria sont dès lors «en connexité directe avec l'objet [des] demandes de la [P]artie adverse», ainsi que le requiert le paragraphe 1 de l'article 80 du

responsibility claims, Nigeria maintains the following counter-claims.

In compliance with Article 80 of the Rules, Nigeria accordingly brings counter-claims with respect to the matters set out below";

and whereas, at the end of each section dealing with a particular sector of the frontier, the Nigerian Government asks the Court to declare that the incidents referred to

"engage the international responsibility of Cameroon, with compensation in the form of damages, if not agreed between the parties, then to be awarded by the Court in a subsequent phase of the case";

and whereas the seventh and final submission set out by the Nigerian Government in its Counter-Memorial reads as follows:

"*as to Nigeria's counter-claims as specified in Part VI of this Counter-Memorial*, [the Court is asked to] adjudge and declare that Cameroon bears responsibility to Nigeria in respect of those claims, the amount of reparation due therefor, if not agreed between the parties within six months of the date of judgment, to be determined by the Court in a further judgment";

Whereas the Counter-Memorial of Nigeria has been duly transmitted to the Government of Cameroon and the latter has not made any objection to the submission of counter-claims;

Whereas submission (7) of the Nigerian Counter-Memorial contains claims whereby Nigeria seeks, further to the rejection of Cameroon's claims, to establish the latter's responsibility and to obtain reparation on this account; and whereas such claims constitute "counter-claims" within the meaning of Article 80 of the Rules of Court;

Whereas, the Court is of the view that the counter-claims of Nigeria meet the requirement of jurisdiction set out in Article 80, paragraph 1, of the Rules of Court;

Whereas Nigeria's counter-claims were "made in the Counter-Memorial of the party presenting [them] and . . . appear as part of [its] submissions", as required by Article 80, paragraph 2, of the Rules of Court; whereas those claims rest on facts of the same nature as the corresponding claims of Cameroon, and whereas all of those facts are alleged to have occurred along the frontier between the two States; whereas the claims in question of each of the Parties pursue the same legal aim, namely the establishment of legal responsibility and the determination of the reparation due on this account; and whereas the counter-claims of Nigeria are therefore "directly connected with the subject-matter of the claim[s] of the other [P]arty", as required by Article 80, paragraph 1, of the Rules of Court; and whereas, in the light of the foregoing, the

Règlement de la Cour; et considérant qu'au vu de ce qui précède les demandes reconventionnelles présentées par le Nigéria sont recevables en tant que telles et font partie de l'instance en cours;

Considérant qu'aux fins de protéger les droits que les Etats tiers admis à ester devant la Cour tirent du Statut, la Cour donne instruction au greffier de leur transmettre copie de la présente ordonnance;

Considérant que, au cours d'une réunion que le président de la Cour a tenue le 28 juin 1999 avec les agents des Parties, celles-ci se sont accordées sur la nécessité du dépôt d'une réplique et d'une duplique en l'espèce, étant entendu que chaque Partie disposerait d'un délai égal de neuf mois pour préparer sa pièce;

Considérant que, compte tenu de ce qui précède, la Cour estime que le dépôt d'une réplique du Cameroun et d'une duplique du Nigéria, portant sur les demandes soumises par les deux Parties, est nécessaire; et qu'il échet en outre, aux fins d'assurer une égalité entre les Parties, de réserver le droit, pour le Cameroun, de s'exprimer une seconde fois par écrit, dans un délai raisonnable, sur les demandes reconventionnelles du Nigéria, dans une pièce additionnelle dont la présentation pourrait faire l'objet d'une ordonnance ultérieure,

Dit que les demandes reconventionnelles présentées par le Nigéria dans son contre-mémoire sont recevables comme telles et font partie de l'instance en cours;

Décide la présentation d'une réplique du Cameroun et d'une duplique du Nigéria portant sur les demandes soumises par les deux Parties;

Fixe comme suit les dates d'expiration des délais pour le dépôt de ces pièces de procédure:

Pour la réplique du Cameroun, le 4 avril 2000;

Pour la duplique du Nigéria, le 4 janvier 2001;

Réserve la suite de la procédure.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le trente juin mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de la République du Cameroun et au Gouvernement de la République fédérale du Nigéria.

Le président,
(*Signé*) Stephen M. SCHWEBEL.

Le greffier adjoint,
(*Signé*) Jean-Jacques ARNALDEZ.

counter-claims submitted by Nigeria are admissible as such and form part of the present proceedings;

Whereas, in order to protect the rights which third States entitled to appear before the Court derive from the Statute, the Court instructs the Registrar to transmit a copy of this Order to them;

Whereas, at a meeting held by the President of the Court with the Agents of the Parties on 28 June 1999, the Parties have agreed that a Reply and a Rejoinder were necessary in this case, on the understanding that each Party will have a period of nine months in which to prepare its pleading;

Whereas, in view of the foregoing, the Court considers that it is necessary for Cameroon to file a Reply and for Nigeria to file a Rejoinder, relating to the claims of both Parties; and whereas it is necessary moreover, in order to ensure equality between the Parties, to reserve the right of Cameroon to present, within a reasonable period of time, its views in writing a second time on the Nigerian counter-claims, in an additional pleading which may be the subject of a subsequent Order,

Finds that the counter-claims submitted by Nigeria in its Counter-Memorial are admissible as such and form part of the current proceedings;

Decides that Cameroon shall submit a Reply and Nigeria shall submit a Rejoinder, relating to the claims of both Parties;

Fixes the following time-limits for the filing of those pleadings:

For the Reply of Cameroon, 4 April 2000;

For the Rejoinder of Nigeria, 4 January 2001; and

Reserves the subsequent procedure for further decision.

Done in French and in English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this thirtieth day of June, one thousand nine hundred and ninety-nine, in three copies, one of which will be placed in the archives of the Court and the others transmitted to the Government of the Republic of Cameroon and the Government of the Federal Republic of Nigeria, respectively.

(*Signed*) Stephen M. SCHWEBEL,
President.

(*Signed*) Jean-Jacques ARNALDEZ,
Deputy-Registrar.

PRINTED IN THE NETHERLANDS

ISSN 0074-4441
ISBN 92-1-070809-1